



AMBASSADE DE SUISSE
AU VENEZUELA

CARACAS, le 14 décembre 1961

Adresse postale: Apartado 167
Adresse télégr.: Ambasuisse

Réf.: B.12 - Ca/te

RAPPORT POLITIQUE N° 5

Monsieur F. T. W a h l e n
Président de la Confédération

B e r n e

Le voyage du Président Kennedy dans le
cadre de l'"Alliance pour le progrès".

Monsieur le Président de la Confédération,

A la fin de cette semaine, le Président Kennedy viendra au Vénézuéla en visite officielle de deux jours; puis il se rendra en Colombie. Pour mon pays de résidence ce fait présente un relief tout particulier non seulement sur le plan politique, mais tout autant, sinon plus, sous l'angle économique.

Depuis l'énoncé, en mars dernier, des grandes lignes du programme de l'"Alliance pour le progrès" et à la suite de la conférence de Punta del Este qui en a fixé le cadre, le Vénézuéla passe pour être en mesure de répondre le plus parfaitement à la nouvelle conception de l'aide des Etats-Unis à leurs voisins du sud. Il est en outre certain qu'il pourrait tirer le plus rapidement profit de cette action. En effet, comme le relevait récemment le "Financial Times" de Londres, le Vénézuéla, avec un revenu moyen annuel de 530 dollars par tête d'habitant, est sans doute le plus riche de cet hémisphère. De plus, contrairement à la situation qui prévaut généralement en Amérique latine et malgré les difficultés politiques et économiques qu'il connaît, il a déjà fait de grands pas pour instaurer sur des bases démocratiques une structure sociale plus conforme aux nécessités

./.

Dodis



du moment pour affronter les problèmes de sous-développement et pour introduire des mesures indispensables au progrès. Si la réforme agraire a une valeur relativement théorique et plus sociale qu'économique, elle a été conduite avec enthousiasme au cours de ses deux premières années d'existence. L'accent mis sur le développement de l'éducation, sur l'intensification des travaux de construction de routes ou d'irrigation par exemple, de même que le soutien donné à l'industrialisation du pays, ont prouvé que le Vénézuéla non seulement voulait, mais s'efforçait, et cela depuis un certain temps déjà, de réaliser le point 5) de la déclaration du Président Kennedy du 22 mars 1961, selon laquelle la préférence sera donnée aux pays qui d'eux-mêmes font leur possible pour développer leurs ressources et réaliser les réformes économiques et sociales. Mais il y a plus. Par le fait qu'il est le 3e producteur mondial de pétrole et le principal fournisseur des Etats-Unis en minerai de fer, Washington ne peut risquer de voir glisser le pays dans le camp communiste. La position géographique du Vénézuéla est de surcroît particulièrement stratégique: riverain des Caraïbes, il fait partie de la zone à laquelle appartiennent Cuba, la République Dominicaine, la Guyane Britannique etc., sources de bien des soucis actuels ou potentiels des Etats-Unis.

Que le Vénézuéla soit, si l'on peut dire, l'enfant chéri du programme de l'"Alliance pour le progrès" bien des faits l'ont prouvé depuis la conférence de Montevideo. Tout d'abord le séjour que fit à Caracas le Secrétaire du Trésor Douglas Dillon revenant de Punta del Este. Après un entretien de deux heures avec le Président Betancourt, il déclarait à la presse que le Vénézuéla pouvait servir de modèle pour l'application de l'"Alliance pour le progrès". Il ajoutait qu'il sera sans doute possible d'expliquer graphiquement aux autres pays en quoi consiste le plan de

développement américain en se fondant précisément sur la façon dont il se déroulera au Vénézuéla. A mi-octobre l'Ambassadeur Chester Bowles, qui fera également partie de la suite du Président Kennedy, fit lui aussi un arrêt à Caracas à son retour du Pérou. Enfin, la désignation de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Vénézuéla, M. Teodoro Moscoso, comme administrateur-adjoint pour l'Amérique latine de l'"Alliance pour le progrès" fut très significative. M. Moscoso, ami personnel du Président Betancourt, a sans doute grandement contribué au resserrement des relations entre les deux pays, en dépit de la brièveté de sa mission. Nul doute que dans ses nouvelles fonctions il continuera à faire bénéficier le Vénézuéla de sa sympathie.

C'est dans ce complexe que s'inscrit le voyage du Président Kennedy: donner une impulsion spectaculaire à l'"Alliance pour le progrès" en choisissant pour son premier voyage en Amérique latine les deux pays qui semblent le mieux disposés et préparés à la collaboration économique avec les Etats-Unis.

Bien que l'action de l'"Alliance pour le progrès" n'ait pas encore réellement débuté et qu'elle ne pourra le faire que l'an prochain, après que la commission des 9 experts du Conseil Interaméricain Economique et Social (CIES) sera entrée en activité, le Vénézuéla a déjà reçu ces derniers mois une aide financière américaine importante, sur laquelle j'ai fait rapport à la Division du Commerce les 20 mai, 14 juillet et 7 septembre. On annonce précisément aujourd'hui que la Banque Mondiale vient d'accorder 45 millions de dollars pour la construction de routes.

Le Président Kennedy assistera à des cérémonies qui marqueront symboliquement d'une part le développement de la réforme agraire par la remise de 10'000 hectares de terre à 35'000 familles vénézuéliennes et, d'autre part, l'octroi de crédits américains puisqu'en sa présence sera signée la conclusion d'un nouveau prêt de 10 millions de dollars.

Il est certainement trop tôt pour voir dans la nouvelle forme donnée à l'aide américaine à l'Amérique latine autre chose que des prémices. Cette action pourra sans doute porter des fruits et réaliser les espoirs placés en elle. Néanmoins, si on peut la comparer à un nouveau plan Marshall, il serait dangereux d'en attendre, dans le domaine économique, des résultats aussi spectaculaires que ceux qui ont marqué la reconstruction de l'Europe. Celle-ci, malgré les bouleversements causés par la guerre, disposait d'infrastructures autrement plus développées que l'Amérique latine. Il est inconcevable que le "miracle allemand" par exemple, ait à brève échéance son corollaire dans cette région du monde encore au stade du sous-développement et de l'apprentissage de la vie politique et sociale du 20e siècle. Par ailleurs, si les cercles gouvernementaux des Etats-Unis ou de certains pays de l'Amérique latine sont conscients des nécessités de l'heure, bien des milieux d'affaires auront de la peine à voir disparaître les anciennes conditions qui marquaient les relations commerciales entre les producteurs sud-américains de matières premières et le grand voisin industriel du nord. Enfin la pression communiste est très forte et le castrisme reste contagieux non pas seulement à cause de la misère mais parce qu'il profite de toutes sortes de rancœurs, de jalousies, de complexes psychologiques dont l'ensemble crée le sentiment anti-yankee qu'une aide aussi généreuse et désintéressée qu'elle soit ne pourra que difficilement dissiper. Pour en revenir au Vénézuéla, il faut vraiment espérer que l'"Alliance pour le progrès", qui va débiter sous de si heureux auspices, ne constituera pas seulement une transfusion de sang destinée à parer au plus pressé et à redonner à court terme un souffle à l'économie du pays. Pour éviter cet écueil, il est indispensable que les crédits et l'aide technique ne soient pas absorbés en grande partie pour équilibrer le budget ou renflouer le trésor public gravement obéré par une gestion administrative

- 5 -

souvent déficiente, suite de la pléthore de fonctionnaires ou des habitudes de sinécure. En outre, il conviendra que les efforts d'industrialisation soient conduits vers une diversification de la production et évitent de cristalliser des méthodes périmées à l'abri d'un protectionnisme tarifaire ou contingentaire toujours plus accentué.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:

B. T. ...